

PRESIDENCE DU FLN

Bouteflika dit oui

Abdelaziz Bouteflika a finalement accepté de prendre la présidence du FLN, un poste créé exclusivement pour lui à l'occasion de la tenue du huitième congrès bis du FLN.

Kamel Amarni - Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La situation du huitième congrès bis du FLN était, hier, quasi indéchiffrable. Le point essentiel de ce congrès, à savoir la création du poste de président du FLN qui devait revenir de droit à Abdelaziz Bouteflika, a retardé les travaux de ces assises. Des congressistes ont attendu toute la journée la venue du chef de l'Etat pour assister à son sacre.

En vain. Les rumeurs les plus contradictoires ont circulé sur cette question. Mais en début d'après-midi, on parlera avec insistance d'une missive que Abdelaziz Bouteflika a envoyée à la direction provisoire du FLN. Cette lettre sera finalement lue à l'assistance par Boualem Bessaïeh, porte-parole du congrès. "Je n'ignore point que la Constitution ne prévoit point de disposition au sujet de l'invite que vous me faites aujourd'hui, ni dans le sens d'une acceptation ni dans celui d'un quelconque rejet. Mais le fait est que je me retrouve, à l'issue de ma réélection en 2004, en tant que candidat indépendant ayant obtenu le soutien des différentes forces politiques, sociales et culturelles dans une situation où il est difficile de concilier entre le candidat indé-

pendant choisi par le peuple, à une majorité — dont vous étiez ainsi que l'opinion publique internationale témoins — pour le diriger et le militant encore profondément nostalgique du mouvement au sein duquel il a grandi et évolué. Je ne saurais, pour autant, vous exprimer ma reconnaissance et toute ma gratitude pour cette si précieuse confiance dont votre congrès vient de m'investir et dont je suis fier, une confiance qui m'incite à accepter cette position honorifique comme je l'ai déjà fait lorsque la glorieuse organisation des moudjahidines, lors de son dernier congrès, me gratifia d'un tel honneur dès lors que ceci ne prête à aucune équivoque dans mes rapports avec les partis de l'alliance gouvernementale", précise le président de la République dans sa lettre.

Abdelaziz Bouteflika a donc accepté cette fonction, mais la situation de Abdelaziz Belkhadem est on ne peut plus compliquée. Nous apprenons de sources sûres que Belkhadem pourrait refuser le poste de secrétaire général du FLN, une fonction qui lui revenait de droit depuis la démission de Ali Benflis. Les plus hautes personnalités du parti ont passé l'après-midi à essayer de le



convaincre de revenir sur sa décision. Cette volte-face de Belkhadem serait essentiellement due à la désorganisation qu'a connue ce congrès. Contrairement à ce qui était prévu initialement, la désignation des membres du Comité exécutif, tous issus du Conseil national, devrait avoir lieu au plus tard dans la nuit de mardi à mercredi. Lequel conseil, nous confie, hier, en début de soirée, une source très bien informée, devait, aussitôt approuvé par la plénière, se retirer pour un conclave à l'ISTS pour dégager, à son tour, la composante du Comité exécutif. Les membres de ce même Comité devront par la suite, et contrairement à ce qui était initialement prévu, plébisciter le nouveau

secrétaire général du FLN. "C'est la seule solution pour que Abdelaziz Belkhadem accepte ce poste. Il faut le mettre devant le fait accompli", précisait, hier, notre source. Notons enfin que de nombreuses entorses au règlement intérieur ont été enregistrées dans le cadre de la désignation des membres du Conseil national.

A l'instar de la délégation de Aïn-Défila dont le mouhamed a été accusé par les militants de cette wilaya d'avoir trafiqué la liste des membres du Conseil national. Un cas parmi tant d'autres. Tout compte fait, et quelle que soit l'issue de ces assises, la crise du FLN n'est pas près de trouver son dénouement.

K. A./T. H.

AUTOUR DU CONGRÈS

Gain de cause
pour les députés

Après avoir contesté auprès du président de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour augmenter le nombre de candidats postulants au Conseil national du FLN, les députés contestataires qui ont demandé à ce que le nombre de 15 places soit porté à 100, ils n'ont finalement pu décrocher que 40 places. Mais le président du bureau du congrès, Abdelaziz Belkhadem, les a autorisés à se porter candidats au sein de la base. Par ailleurs, à 18 heures de la journée d'hier aucun résultat n'a pu être annoncé, et ce, en raison de querelles entre les militants désirant se porter candidats d'autant plus que seul un quota de cinq personnes dont une femme a été réservé pour chaque wilaya. Alors que pour le quota des personnalités que désignera le secrétaire général du parti pour figurer dans la composante du Conseil national évalué entre 400 et 450, il serait de 250 dont des ministres en fonction ou anciens ainsi que des députés et autres sénateurs militants du parti.

Boualem Benhamouda
mécontent

L'ancien secrétaire général de l'ex-parti unique et ancien ministre, Boualem Benhamouda, aurait déclaré à ses proches qu'à l'époque, ce sont les candidats postulant aux différentes élections qui se bousculent pour proposer leur programme au parti du FLN, comme ce fut le cas du président Abdelaziz Bouteflika en 1999, mais malheureusement cette fois-ci, c'est le parti qui court derrière le candidat.

Cette réflexion de Benhamouda a poussé une autre personnalité de ce parti à faire une autre remarque de taille. «Regardez, personne ne suit le discours du rapporteur de la commission, mais quand il s'agit de l'adoption, c'est tout le monde qui lève le bras en signe de cautionnement», s'exclama-t-il. En effet, cette remarque a été vite

confirmée lors de son adoption et qui a d'ailleurs fait intervenir Belkhadem qui s'en est félicité.

La déception
des congressistes

La rumeur faisant le tour de la Coupole quant à une éventuelle venue du président de la République Abdelaziz Bouteflika a été confirmée, puisque le chef de l'Etat aurait tout simplement adressé un message de soutien aux congressistes qui n'ont pas cessé, durant toute la journée, de préparer sa venue. Des photos de Bouteflika dont une géante avaient été conçues par les organisateurs, histoire de lui souhaiter la bienvenue, mais en vain.

A quelques heures de la clôture, la déception se lisait sur les visages des fervents supporters de son excellence, notamment les redresseurs. Un de ces congressistes a affirmé que le président n'a plus besoin des «redresseurs» du vieux parti. «Bouteflika n'a pas besoin de nous, maintenant qu'il a le soutien de la majorité des Algériens, par contre, il peut opter pour la présidence du parti», souligne un jeune militant «redresseur».

Des militants et sympathisants
du RND au congrès

Après la contestation des militants de la base pour faire chasser les ex-militants de l'ex-parti unique qui se sont portés sur les listes des autres partis politiques, notamment en 2002 à l'exemple de l'actuel secrétaire général de l'UNJA, certains cadres de l'UGTA qui a décroché pour la première fois un congrès du FLN, 22 places seraient revenues à des militants de la première heure du parti d'Achmed Ouyahia. Par ailleurs, un groupe de confrères habitués à couvrir le dossier de l'éducation s'est étonné de voir le président des fédérations des associations de parents d'élèves, Hadj Dellalou, entouré de personnalités du secteur de Benbouzid dont notamment le plus actif du parti du

FLN, le directeur de l'éducation de Ghardaïa. «Je ne savais pas que des responsables de l'éducation ainsi que des parents d'élèves s'intéressaient à la politique !», s'exclama un confrère.

Belayat, Bouchama
et Haïchour aux côtés
des journalistes

Même si Abderrahmane Belayat n'a pas décroché une responsabilité lors de ce congrès rassembleur et unificateur, notre ex-ministre, l'un des plus influents du vieux parti, a été le plus sollicité par les congressistes et les journalistes. Pour mieux répondre à certaines questions de nos confrères, il rejoint carrément la tribune de presse où il a été entouré par un groupe de journalistes. Kamel Bouchama, l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, et Boudjemaâ Haïchour, l'actuel ministre de la Communication, ont préféré se mettre également dans la tribune de presse pour bien observer le développement des travaux.

«Finie la pression des journalistes sur nos ministres !», avait souligné une consœur.

Mustapha Chérif au milieu
des députés et des militants

Assis entre des députés et autres militants du parti, l'ancien ambassadeur d'Algérie en Egypte et ancien ministre de l'Enseignement supérieur, Mustapha Chérif, a été le plus sollicité par plusieurs personnalités politiques, notamment les députés de la Kabylie. Les observateurs le donnent comme l'un des plus favorisés parmi la liste des désignés des 250 membres du Conseil national. D'autres noms circulent déjà dans les couloirs de la Coupole, à savoir Kamel Bouchama, Abdelaziz Ziari, l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports, Amimour, ancien ministre de la Communication et actuellement sénateur, et, enfin, plusieurs députés et anciens ambassadeurs.

M. D.

PRESSE - JUSTICE

ARRETE IL Y A
48 HEURESLe correspondant
d'"El Khabar" Bachir
Laârbî aujourd'hui
devant le juge

Il est prévu que le correspondant d'El Khabar à El-Bayadh, Bachir Laârbî, comparaisse aujourd'hui devant le juge d'instruction près le tribunal de Naâma, après avoir été arrêté avant-hier aux environs de 1 heure du matin, par la Sûreté de wilaya d'El-Bayadh.

Bachir Laârbî a passé la nuit d'hier et d'avant-hier en transfert d'un commissariat de police à un autre, en attendant d'être présenté au juge d'instruction près le tribunal de Naâma qui a délivré un mandat d'amener contre lui.

L'avocat du journaliste, Me Ben Ramdane, a affirmé que jusqu'à une heure tardive, hier, son mandant n'était pas arrivé à Naâma, ce qui laisse penser qu'il restera en garde à vue jusqu'à aujourd'hui pour comparaître devant le juge.

L'affaire remonte à l'année passée quand El Khabar avait publié un article signé de son correspondant à Naâma, à l'époque, Bachir Laârbî, sur la construction de Diar Errahma (maison de repos) d'une manière illicite. Bachir Laârbî est accusé par l'Association El Afrah de Diar Errahma de diffamation. Est accusé également dans cette affaire, M. Raja Houari, chargé des associations auprès de la wilaya de Naâma du fait qu'il est l'auteur du document sur lequel s'est basé le correspondant d'El Khabar dans la rédaction de son article.

Selon le greffier du tribunal de Naâma, l'intéressé a été destinataire de convocations auxquelles il n'a pas répondu, ce qui a poussé le juge d'instruction à recourir à la force publique, malgré le fait qu'il soit impossible de prouver que le journaliste n'ait reçu aucune convocation.

C. P.

TRIBUNAL D'ALGER

Affaires renvoyées pour
le 1^{er} mars

La chambre des délits de presse près le tribunal de Sidi M'Hamed a renvoyé au 1er mars prochain la majorité des affaires pour diffamation programmées hier, 1er février. Il en a été ainsi du procès opposant El Watan à la Direction générale de la sûreté nationale. L'affaire a été renvoyée sur demande de l'avocat de la partie civile qui a demandé à prendre connaissance du dossier. L'article incriminé remonte à 2001 et concerne la copérative El Bahdja du val d'Hydra essentiellement habitée par des cadres de l'Etat dont des fonctionnaires de police. Les promoteurs avaient grignoté un peu de terrain au citoyen Ahmed Aïssat. Le procès du Jeune Indépendant a été reporté à la même date, tout comme l'a été le procès opposant le journal arabophone public Echab aux Douanes algériennes. En revanche, le procès opposant la directrice d'un collège d'enseignement moyen au journal Akher Saâ, la plaignante a demandé un million de dinars de dommages et intérêts alors que le procureur de la République a demandé l'application de la loi en matière de diffamation.

S. A.

Zoubir Souissi va ester
en justice la BDL

Zoubir Souissi, ex-directeur de la publication du journal Le Soir d'Algérie, contre lequel le parquet près le tribunal correctionnel de Sidi M'Hamed a requis mardi dernier 50 000 dinars d'amende et 200 000 dinars de dommages et intérêts, a décidé de se constituer partie civile et ester en justice la BDL. Cette action en justice, ce responsable du journal l'explique par le fait qu'en 2001, date des faits, je n'occupais pas le poste de directeur de la publication du journal et donc je n'étais pas concerné par les faits incriminés. Pour rappel, mardi dernier, lors de son réquisitoire dans le procès de l'affaire ayant opposé la banque publique BDL au journal Le Soir d'Algérie six mois de suspension et à l'encontre du directeur de la publication Fouad Bouhannem six mois de prison ferme et 50 000 DA d'amende.

A. B.